

D.E.M.A.I.I.N

DÉMOCRATIE - ÉDUCATION - MÉTIER - APPRENTISSAGE - INCLUSION - INNOVATION - NUMÉRIQUE



SANTÉ & PRÉVENTION

Le petit-déjeuner,
un repas à ne pas négliger



ÉDUCATION

Les 20 gestes qui sauvent la planète

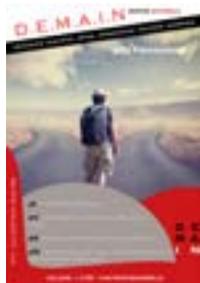


CITOYENNETÉ

Charte de l'environnement de 2004



COLLÈGE - LYCÉE - VOIE PROFESSIONNELLE



JUIN 2019



SEPTEMBRE 2019



OCTOBRE 2019



NOVEMBRE 2019



DÉCEMBRE 2019



JANVIER 2020



FÉVRIER 2020



MARS 2020



AVRIL 2020



MAI 2020



JUIN 2020



SEPTEMBRE 2020

ÉDITIONS

LE NUMÉRIQUE EN QUESTION ...POUR TOUS ET POURQUOI FAIRE ?

En avril dernier, une opération, baptisée #ConnexionUrgence était lancée « Donnons la possibilité aux enfants défavorisés de continuer à apprendre en leur fournissant un ordinateur et un accès internet. » Il avait été lancé par plusieurs organismes, Emmaüs Connect, Break Poverty Foundation, la fondation SFR, le Groupe ARES et le Collectif Mentorat (regroupement des associations spécialisées dans l'accompagnement et le parrainage de jeunes : l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville), Article 1, Chemins d'avenirs, ESA (Entraide scolaire amicale), Institut Télémaque, NQT (Nos quartiers ont des talents), Proximité et Socrate.

Cette action visait à collecter 10 000 ordinateurs, neufs ou reconditionnés, et à les distribuer à des jeunes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Aujourd'hui, certaines voix veulent donner un sens

Plusieurs organisations, dont l'AFEV (association française pour l'enseignement du français) préparent un **"contresommet"** aux mêmes dates, les 4 et 5 novembre, que les **"Etats généraux du numérique"** organisés à Poitiers par le ministère de l'Education nationale, qui fonctionnent avec trois modalités de participation :



PHILIPPE TOUZEAU-MENONI
DIRECTEUR DE PUBLICATIONS

[Répondre au questionnaire](#) [Faire des propositions](#) [Échanger en territoire](#) (liens actifs)

Le "Forum École Alternumérique" proposera ses débats au château d'Avanton, "à 5km du Lycée pilote innovant international" où se tiendra la manifestation officielle.

Le forum devrait déboucher sur la rédaction d'un manifeste, et les débats porteront sur **"les positionnements éthiques et les finalités de l'École"**, sur le rapport entre numérique et pédagogie et sur le rapport entre **numérique et "démocratisation de la gouvernance de l'école"**.

Je ne parle pas des parents d'élèves qui étaient dans les cibles de l'enquête en ligne, qui attendent, pour la plus part d'entre eux... toujours le lien...

<https://etats-generaux-du-numerique.education.gouv.fr/?locale=fr>

« D.E.M.A.I.I.N. » est une publication des Editions .P.I.C.U.R.E.
Directeur de publications : Philippe Touzeau-Menoni - ont participé à ce numéro :
J. PELLETIER - TOUTEDUC - C. BILLOUT - KEZAKO - S. CHAMFORT

S.JOSEPH - M.SLOUMA - Ph.TOUZEAU - MENONI B.JONET Alex Nihilo -
Montage partenarial Inter@Connecté: Communication spécialisée sur le segment des 0-25 ans scolarisés
Mél: philippe.TM@editions-epicure.fr - Mobile : 07 81 98 56 48 - BP 50512 06801 CAGNES SUR MER
Dépôt légal : à parution Octobre 2020 ISSN 2649-1516
Conception graphique : Steve SEBIR - Contact : sebir.steve@gmail.com
Photo couverture : Copyright : © Fotolia - Illustration utilisés : © Freepik Stories

■ FOCUS SUR ...



08

ÉCOLOGIE

les 20 gestes qui sauvent la Planète



11

ECO DÉLÉGUÉS

Les éco-délégués sont à la fois des copilotes et des ambassadeurs des projets pédagogiques



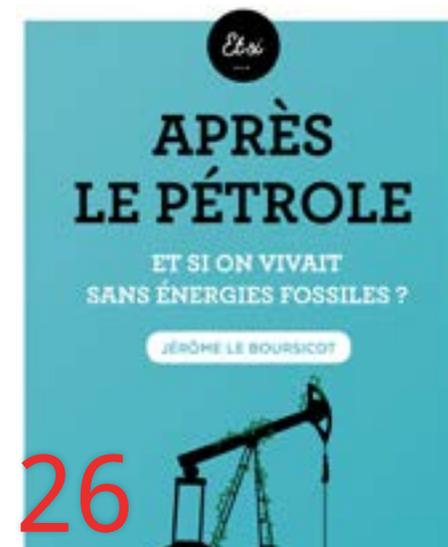
18

ECOLE INCLUSIVE INRHEA

Institut National de Formation et de Recherche dédié aux besoins éducatifs particuliers.

SANTÉ & PRÉVENTION PG.20

DOSSIER sur le petit déjeuner



26

BIBLIOGRAPHIE

Présentation du livre « Après le pétrole »

ÉDITO

Quelques mots de notre directeur de publications sur l'actualité.

03

#ENBREF & #ENBREVES

Les infos à ne pas rater, sélectionnées par la Rédac'

CITOYENNETÉ

Charte de l'environnement de 2004

12

L'ORIENTATION

Rendons obligatoires les 54H dédiées à l'Orientation au lycée.

13

SOCIÉTÉ

Pour ou contre la décroissance ? Par Carole Billout - Kezako Mundi

22

DOSSIER

La radicalisation, pourquoi ?

27

LA MARINE NATIONALE

Découvrir la marine nationale en faisant une préparation militaire / actualités

30

ÊTRE MARIN

32

EN # BREF & EN # BREVES



A.N.M.D.L : L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES : THÈME CENTRAL DES DÉBATS

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont toujours présentes dans notre société, à l'image des inégalités salariales, des stéréotypes de genre ou des violences sexistes et sexuelles. Il y a urgence à agir. Les ANMDL, Assises nationales des maisons des lycéen-ne-s, nous permettent de sensibiliser un grand nombre de lycéen-ne-s qui ont un potentiel de transformation sociale particulièrement fort.

Nous souhaitons mettre cet événement au service de la mobilisation continue pour l'égalité et contre les violences et les discriminations. Pour ce faire, nous souhaitons lancer des initiatives et des projets concrets partout en France. Les lycéen-ne-s prendront également une posture active dans les débats sur les grands enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes en réfléchissant avec les associatif-ve-s et les politiques à des solutions à mettre en oeuvre à toutes les échelles.

Le programme détaillé des assises :

<https://assises2020.federation-mdl.fr/presentiel/programme/>



BAYEUX. L'APOCALYPSE DE DEUX JEUNES CINÉASTES CONSCIENTS

Préoccupés par les atteintes à l'environnement, Marine Noesser et Alexandre Lagarde, deux lycéens de Bayeux, ont réalisé un court-métrage en forme d'avertissement, alertant sur le réchauffement climatique en réalisant :

"Apocalypse" est leur dernier film.

« Adrien, un lycéen de 17 ans, n'a pas encore conscience du réchauffement climatique. On le voit, nonchalant, jeter des déchets, passer beaucoup de



temps sous la douche. » Ainsi démarre Apocalypse, le court-métrage qu'Alexandre Lagarde (qui joue aussi cet ado) et Marine Noesser vont bientôt mettre en ligne. Ils sont au total une dizaine de jeunes sur le projet dont quatre réalisateurs, passionnés par le monde du cinéma et sensibles au réchauffement climatique. La sortie du court-métrage est prévue le 10 octobre 2020.



GEEK JUNIOR, UN MAGAZINE VENU DU WEB ...AU PRINT

Geek Junior est le premier magazine mensuel qui s'adresse directement aux ados pour les aider à mieux maîtriser leur vie numérique. Ce magazine de 32 pages, diffusé par abonnement, a pour objectif de développer la culture numérique des 10-15 ans avec une approche pratique des outils. Une partie du magazine est constituée de tutoriels pour que les ados puissent devenir acteur de leurs pratiques numériques et pas seulement des consommateurs passifs. Geek Junior est un projet éditorial novateur, à forte dimension éducative et indépendant.



Découvrir le site <https://www.geekjunior.fr/>

DIPLOME.GOUV.FR : OBTENIR UNE ATTESTATION EN LIGNE EN CAS DE PERTE DE DIPLÔME

Retrouvez le nouveau service en ligne diplome.gouv.fr pour obtenir une attestation numérique certifiée de votre diplôme. Le site diplome.gouv.fr proposé par les ministères en charge de l'Éducation nationale et en charge de l'Enseignement supérieur permet :

- pour les diplômés, d'obtenir des **attestations numériques certifiées** de diplômes en cas de perte ;
- pour des tiers, de vérifier l'authenticité d'un diplôme grâce à une clé de contrôle donnée par le diplômé.
- Les attestations disponibles sur cette plateforme varient en fonction des années d'obtention des diplômes et des académies.



À ce jour, la base propose des attestations pour :

- le diplôme national du brevet (DNB) ;
- le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ;
- le brevet d'études professionnelles (BEP) ;
- le baccalauréat ;
- le brevet de technicien supérieur (BTS).

Elle sera progressivement enrichie avec d'autres diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur et l'enseignement agricole.

LES 20 GESTES QUI SAUVENT LA PLANÈTE

CHACUN PEU ADOPTER DES GESTES QUOTIDIENS QUI ONT UN VÉRITABLE IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT. C'EST JUSTE UNE QUESTION D'HABITUDE. SI VOUS AVEZ DU MAL À VOUS Y METTRE, COMMENCEZ PAR VOUS SPÉCIALISER PAR UNE PIÈCE DE LA MAISON OU UN DOMAINE !

DANS MA CHAMBRE

#1 Respirer, bouger, voire fumer... Toutes nos activités dégagent des excédents d'humidité et des polluants : pour ne pas les laisser « s'installer » dans l'air que l'on respire, pensons à aérer régulièrement les pièces, et en particulier la chambre.

#2 De même, la poussière est un polluant discret auquel on ne pense pas assez. En plus, les acariens en raffolent. L'aspi s'impose au moins une fois par semaine si vous avez de la moquette ou des tapis. Et l'époussetage général au moins une fois par mois : saviez-vous qu'une ampoule sans poussière est près de deux fois plus lumineuse qu'avec ?

DANS LA SALLE DE BAIN

#3 Moi aussi j'adôôôre les bains... Mais depuis que je sais que cela consomme 150 à 200 litres d'eau, je me suis calmé. Une douche de 4 à 5 minutes ne consomme que 30 à 80 litres – penser aussi à fermer le robinet pendant qu'on se savonne.

#4 Ne pas laisser l'eau couler pendant la bonne minute que dure le brossage de dents, je pensais que c'était évident... Hé ben non ! Résultat : 10 000 litres d'eau gaspillés par an en moyenne par personne.

#5 Pareil pour le rasage, les garçons : mieux vaut remplir un peu le lavabo et rincer ses lames dedans plutôt que sous le robinet.

DANS LA CUISINE

#6 Plutôt que jeter bêtement l'eau de cuisson, arrosez vos plantes avec (une fois l'eau refroidie, bien sûr !).

#7 Pour éviter de voir son congélateur habité par des pingouins, il faut le dégivrer tous les trois mois : mais surtout, parce qu'une couche de 4 mm de givre double la consommation d'électricité.

LE WEB AUSSI CONSOMME

#8 Consommation de l'ordinateur et de son écran, de sa lampe de bureau, du chauffage de la pièce... Regarder une vidéo sur le web dégage en moyenne 50 g de CO₂.

AU BAHUT

#9 C'est par l'intermédiaire des fournitures que l'on peut agir. Essayez de vous équiper en matériaux recyclés, ou écolabellisés ou en bois (règles, stylos...), en correcteur à base d'eau ou d'alcool, avec une gomme en caoutchouc naturel non teinté, et avec des feutres à base de colorants naturels, de la colle naturelle, et évidemment, une calculatrice solaire !

#10 Pour le reste, au bahut comme à la maison, pensez à recycler en brouillon les versos des feuilles déjà imprimées au recto.

DANS LE JARDIN

#11 Si vous avez la chance d'en avoir un, pensez à récupérer l'eau de pluie qui servira à l'arrosage des plantes, du jardin, ou aux lavages divers. Par ailleurs, un gazon que l'on laisse pousser un peu plus haut résiste mieux à la sécheresse et stocke mieux l'eau.

#12 Pour arroser un jardin en été, la tombée du jour est le moment idéal, car plates-bandes et potagers auront toute la nuit pour se désaltérer.

EN VOYAGE

#13 Un touriste dans un hôtel en Afrique consomme 7 à 10 fois plus d'eau pour se laver qu'un habitant local pour arroser son champ et nourrir sa famille. Si ça ne fait pas réfléchir, c'est à désespérer.

ET DANS L'ASSIETTE ?

#14 Les légumes de saison, non seulement nécessitent moins de traitement chimiques que ceux qu'on force à pousser quand ce n'est pas le moment choisi par la nature, mais sont en général produits plus près de chez nous.

#15 Les produits locaux sont toujours préférables : non seulement pour économiser la pollution consécutive au transport, mais aussi pour aider les producteurs locaux. Évidemment, c'est plus cher...

PARTOUT AILLEURS !

#16 Boire l'eau du robinet évite d'avoir à stocker et à transporter de l'eau minérale dont le contenant va fatalement devenir un déchet.

#17 Beaucoup trop de maisons sont surchauffées au nom du confort, par exemple pour pouvoir se balader en chaussettes et en T-shirt dans son salon même en hiver : non seulement un tel comportement est coûteux et énergivore, mais il est mauvais pour la santé car les bactéries raffolent de la chaleur. La bonne température, c'est 19°, voire 17° dans la chambre pour bien dormir.

#18 Éteindre la lumière en sortant d'une pièce, ça doit devenir un réflexe aujourd'hui.

#19 Les piles rechargeables sont plus chères à l'achat, mais largement préférables aux piles classiques sur la durée.

#20 Un mégot met deux ans à se dégrader, un chewing-gum cinq ans, une canette en alu un siècle ans et un sac en plastique encore plus... Où que l'on soit, ne jetons pas n'importe quoi n'importe où !

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

LES «ÉCO-DÉLÉGUÉS» ARRIVENT DANS LES CLASSES

La mesure figure parmi les huit idées de l'Éducation Nationale pour placer la planète un peu plus au centre des salles de cours et un objectif présenté comme l'une des trois priorités de l'année. C'est un des premiers grands moments de l'année pour les collégiens et lycéens : l'élection des délégués de classe, mi-octobre, va se doubler pour la seconde année, une deuxième campagne, celle des « éco-délégués ».

Au total, 250 000 jeunes, un par classe, seront choisis par leurs pairs pour porter en leur nom les enjeux du réchauffement climatique ou de la biodiversité.

L'ORIGINE DE LA DÉMARCHÉ : LA MARCHÉ DES JEUNES POUR LE CLIMAT

Un succès qui avait rassemblé 30 000 enfants et adolescents le 15 mars 2019 à Paris a été pris en compte. Les mesures du ministère reprennent à la lettre les propositions émanant des conseils de la vie lycéenne, réunis à la suite de cette mobilisation.

Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, s'est alors engagé : « Nous devons valoriser l'engagement de nos élèves, ils ne demandent que cela », qui appelle à la construction de potagers « autant que possible » dans les écoles, « la plantation d'arbres, la création de ruches... »

Les programmes scolaires des collèges et des écoles primaires, à leur tour, devraient verdier prochainement. Au lycée, on accorde déjà à « l'enseignement au développement durable » une place plus importante que par le passé.

LES ÉCO-DÉLÉGUÉS

Les élections des éco-délégués se déroulent dans les classes de collège et de lycée à la mi octobre. Premiers acteurs de la question écologique en milieu scolaire, ces éco-délégués jouent un rôle essentiel de sensibilisation et de mobilisation pour faire des collèges et lycées des espaces de biodiversité, à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique.



LES MISSIONS DES ÉCO-DÉLÉGUÉS DE CLASSE

Les éco-délégués sont à la fois des copilotes et des ambassadeurs des projets pédagogiques menés au sein des établissements scolaires. Ils participent au comité de pilotage des projets, informent leurs camarades sur les avancements et les poussent à s'y engager. Les compétences acquises par les éco-délégués peuvent être valorisées dans le livret scolaire.

Leurs missions s'articulent autour des grands enjeux du développement durable :

- Limiter la consommation d'énergie.
 - Protéger la biodiversité.
- Éviter le gaspillage alimentaire.
 - Réduire et trier les déchets.
- S'unir pour engager son établissement dans la lutte contre le réchauffement climatique

LE GUIDE DE L'ÉCO-DÉLÉGUÉ

Le guide s'adresse aux éco-délégués collégiens. Il leur propose un plan et des pistes précises pour agir avec leur classe et les autres éco-délégués du collège : tri des déchets, organisation de covoiturages, jardin partagé ...

• [Consulter le dossier Éco-délégués : des élèves engagés pour la planète](#)

• [Télécharger le Guide de l'éco-délégué](#)



- Agir pour la planète au collège établi par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le ministère de la Transition écologique et solidaire, en partenariat avec l'ADEME.

La mallette de l'ambassadeur de la biodiversité et du réchauffement climatique

Le Guide de l'éco-délégué fait partie intégrante de [la mallette de l'ambassadeur de la biodiversité et du réchauffement climatique](#).

Il s'agit d'un ensemble de ressources sélectionnées pour aider les éco-délégués à remplir au mieux la mission dans laquelle ils se sont engagés et contribuer à enrichir leur culture dans ces domaines.

La compréhension des relations entre les questions environnementales, économiques, sociales et culturelles doit aider les élèves à mieux percevoir :

- l'interdépendance des sociétés humaines et du système Terre
- la nécessité de faire des choix informés et responsables et d'adopter des comportements qui tiennent compte de ces équilibres
- l'importance d'une solidarité à l'échelle mondiale

LA CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT DE 2004 A UNE VALEUR CONSTITUTIONNELLE.
ELLE SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE "L'ÉDUCATION ET LA FORMATION À L'ENVIRONNEMENT" (ARTICLE 8).

CHARTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE 2004

Le peuple français,

Considérant :

Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;
Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;
Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;
Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;
Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;
Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;

Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,

Proclame :

Article 1er

Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

Article 2

Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3

Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.

Article 4

Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.

Article 5

Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.

Article 6

Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Article 7

Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.

Article 8

L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.

Article 9

La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

Article 10

La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.

« RENDONS OBLIGATOIRES LES 54H DÉDIÉES À L'ORIENTATION AU LYCÉE »

Si les évolutions structurelles renforcent la place de l'orientation, la mise en oeuvre de cette orientation est "laborieuse" et son organisation "complexe". Telle est la principale analyse que font les députés Nathalie Sarles (LaREM) et Régis Juanico (SOC) dans un rapport remis à l'Assemblée Nationale fin juillet.

Les députés avaient été désignés en mars 2019 par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques pour réaliser une mission d'évaluation de l'accès à l'enseignement supérieur, avec l'assistance de la Cour des Comptes. Ceux-ci font 14 propositions parmi lesquelles figurent celles de faire de l'orientation "une matière à part entière avec des accompagnants spécialement formés", en rendant notamment obligatoires dans l'emploi du temps des lycéens les 54 heures annuelles consacrées spécifiquement à l'orientation.

Ces mesures sont justifiées par un constat global : l'orientation reste "le maillon faible" de l'accès à l'enseignement supérieur (la Cour des Comptes fait notamment état d'un nombre important d'inscrits sur Parcoursup au titre d'une réorientation) et malgré "la sensible évolution récente de l'organisation et des acteurs de l'orientation", la mise en oeuvre et la coordination de ce dispositif d'accompagnement restent "insuffisants" puisque l'orientation "reflète toujours les inégalités qu'elles soient sociales, territoriales ou le fruit d'autocensures subies". Ces mesures doivent permettre, poursuivent les auteurs du rapport, de "transformer l'orientation subie en orientation choisie".

Les députés préconisent d'abord de faire des 54 heures "une matière à part entière", obligatoire, inscrites "dans un cadre structuré, avec des objectifs définis pour ses intervenants". C'est d'autant plus nécessaire, expliquent-ils, que les 54 heures, "sans financement spécifique, ne sont pas clairement définies" et que "la participation des collectivités territoriales au dispositif n'est pas précisée", rendant ainsi "très difficile de distinguer ce qui relève des régions de ce qui relève des établissements ou des CIO".

DÉFINIR UN RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES À ACQUÉRIR PAR LES ÉLÈVES EN MATIÈRE D'ORIENTATION

Ils s'appuient aussi sur le rapport de la Cour des Comptes qui souligne que cette absence de la grille horaire des enseignements obligatoires revient "à arbitrer entre l'orientation, les enseignements optionnels ou les dédoublements, avec le risque d'inégalités entre les établissements" et "pourrait entraîner paradoxalement une régression par rapport à la situation préexistante", où les heures d'accompagnement personnalisé étaient en revanche inscrites dans la grille horaire. De fait, la Cour a constaté qu'en 2018-2019 les semaines d'orientation avaient été "organisées de manière très inégale" et le temps cumulé consacré à l'orientation "souvent très inférieur à deux semaines".

Les rapporteurs invitent aussi à faire évaluer par les recteurs les actions réalisées au titre de l'orientation (dans le cadre des 54 heures et au-delà).

Ils rejoignent aussi la préconisation du CNESCO de "développer un cadre de référence national précisant le socle commun de compétences que les élèves doivent acquérir sur le sujet de l'orientation, des exemples d'actions qui permettent d'y parvenir et les modalités de leur évaluation" et de construire donc un référentiel ad hoc avec les acteurs de terrains et des experts – chefs d'établissement, PsyEN, enseignants du secondaire et du supérieur, CPE, ONISEP, universitaires, représentants du monde du travail.

Ces compétences regrouperaient les capacités à recueillir, analyser, synthétiser, organiser les informations sur les formations et les métiers mais aussi la capacité à se connaître soi-même, sachant "que des erreurs de choix de filières" sont "parfois liées à une mauvaise interprétation du contenu de certains enseignements".

Et il faudrait aussi, selon eux, que les lycéens puissent utiliser les cours en ligne de France université numérique, pour expérimenter les formations qu'ils souhaiteraient suivre.

DÉFINIR UN RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES À ACQUÉRIR PAR LES ÉLÈVES EN MATIÈRE D'ORIENTATION

Les députés préconisent aussi de généraliser les modules d'accompagnement à l'orientation dans la formation initiale des enseignants et de valoriser l'implication des personnels des lycées dans la mission d'orientation lors des évaluations réalisées par les inspections académiques.

Les rapporteurs soulignent en effet qu'en dépit de leur mobilisation, plus de 40 % des principaux et proviseurs indiquaient n'avoir jamais été formés à l'orientation. 24 % des professeurs principaux de terminale estimaient encore que l'orientation ne faisait pas partie de leurs attributions et 85 % des professeurs principaux déclaraient n'avoir reçu aucune formation spécifique pour exercer leur mission d'orientation.

Quant aux nouvelles formations proposées, en majorité par les services du rectorat, elles ont essentiellement concerné la procédure d'affectation des élèves à travers l'accompagnement à l'utilisation de la plateforme Parcoursup.

Seule la moitié des professeurs principaux de terminale étaient satisfaits de la formation reçue. Les rapporteurs soulignent aussi le faible recours aux PsyEN et le manque de coordination avec ces derniers au sein des établissements.

Faible recours dû notamment à leur "faible nombre" (environ 1 pour 1500 élèves), écueil relevé par la FCPE, l'UNL mais aussi la Cour des Comptes, ce qui "ne leur permet pas un suivi de chaque élève dans la construction de son projet alors qu'ils gagneraient à collaborer plus régulièrement avec les équipes éducatives".



COMPLÉTER LES ATTENDUS SUR PARCOURSUP PAR UN OUTIL D'AUTO-ÉVALUATION PROPOSÉ AUX CANDIDATS

Concernant Parcoursup, si les sénateurs constatent "une information globalement satisfaisante et en net progrès par rapport à APB", ceux-ci regrettent néanmoins que les attendus soient encore "trop généraux pour jouer véritablement leur rôle" et pointent du doigt "des questionnaires d'évaluation qui posent question".

Ces faiblesses pourraient être palliées, selon eux, par la mise en place d'un "outil d'aide à l'orientation reposant sur l'analyse des classements, afin de permettre aux candidats d'accroître leurs chances d'accéder à la formation de leur choix et de lutter contre l'autocensure".

Concrètement, cet outil permettrait à chaque candidat "de connaître ses chances objectives de rejoindre la formation de son choix en fonction de son dossier".

Pour améliorer encore l'information relative au contenu des formations, ces derniers suggèrent aussi d' "ajouter des vidéos de témoignages d'anciens étudiants" et de "renseigner le taux d'insertion professionnelle sur les fiches formation".

Les auteurs du rapport invitent aussi à "renforcer la transparence et l'équité de la procédure". Avec notamment une recommandation, celle d' "anonymiser le lycée d'origine et lui substituer une mesure de l'écart entre les résultats au baccalauréat et la notation au contrôle continu".

Notons du côté des lycéens que, malgré tous ces constats, 76 % des élèves ayant bénéficié d'un accompagnement à l'orientation par leur professeur principal en étaient satisfaits.

Néanmoins, près d'un tiers des élèves n'avaient pas bénéficié de conseils au moment de leurs choix d'orientation.

ORIENTATION

ACTIVITÉS SUR LA CONNAISSANCE DE SOI DÈS LE COLLÈGE

Il conviendrait aussi, selon les députés, de préparer à l'orientation les élèves dès le collège, par des activités portant sur la connaissance de soi et sur la découverte des filières et des métiers.

Les rapporteurs regrettent, comme au lycée, l'absence d'inscription dans la grille horaire obligatoire et le caractère indicatif du volume horaire annuel de 12 heures en 4e et de 36 heures en 3e consacré à l'accompagnement à l'orientation depuis 2019, alors que le choix des matières en fin de seconde générale puis en fin de première donne un "rôle central" à cet accompagnement.

Cet accompagnement devrait favoriser les temps individuels en direction notamment des plus défavorisés (suivre des professionnels durant une ou deux journées, rencontres avec les étudiants et les enseignants du supérieur dans les classes, sur place et avec les parents) et les temps collectifs (journées de découvertes des métiers).

Ils invitent également à, dès le collège, communiquer aux élèves et aux familles un récapitulatif des interlocuteurs compétents sur les questions d'orientation, avec les modalités de prise de contact.

Enfin, les rapporteurs invitent aussi à une meilleure coordination des structures académiques et régionales et regrettent que "les modalités d'intervention des régions dans le processus d'orientation peinent à être précisées et mises en place".

Ils reprennent aussi une proposition de la Cour des Comptes : structurer une fonction d'orientation commune au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, supervisant la plateforme Parcoursup et disposant de moyens pour l'action "orientation" par redéploiement de crédits de la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants). Cette proposition devrait aller de pair avec une clarification des crédits consacrés à l'orientation.

Le rapport [ici](#)
Source : Touteduc



FILIÈRE SPORT

LA PLACE DU SPORT VA-T-ELLE RETROUVER DES COULEURS EN 2021 ?

UN ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ EPS, UN BAC PRO « MÉTIERS DU SPORT » ET DES INTERNATS D'EXCELLENCE SPORT »

A l'issue d'une conférence de presse commune, ce 5 octobre, de Roxana Maracineanu et de Jean-Michel Blanquer qui a également évoqué "la création d'internats d'excellence sport", sont les principales annonces, en ce qui concerne l'enseignement scolaire. Seront notamment étudiées la création d'un "enseignement de spécialité EPS" au lycée général et technologique et la création dans les lycées professionnels d'une voie "métiers du sport".

Le ministre de l'Éducation nationale est revenu sur les "30 minutes d'activités physiques quotidiennes" qui seront expérimentées dans trois académies, Créteil, Besançon et Poitiers. Elles viennent s'ajouter à l'EPS, pendant les récréations ou après les cours. Les 1er et 2nd degrés sont concernés, les modalités pourront être différentes selon les lieux. Par ailleurs le "plan mercredi" sera relancé avec le soutien des caisses d'allocations familiales, tout comme l'expérimentation "cours le matin, sport l'après-midi". Les deux ministres ont d'ailleurs évoqué une "loi sport" dont ils espèrent l'adoption avant la fin du quinquennat et qui permettrait "l'ouverture des équipements sportifs au-delà des horaires scolaires".

Egalement en chantier "un coup de pouce" aux jeunes qui souhaitent prendre une licence et un Pass'sport "s'inspirant du modèle pass'culture", "actuellement à l'étude avec le mouvement sportif" pour "faciliter l'accès à la pratique sportive" et "déployer rapidement une offre dédiée aux jeunes".

Pour une meilleure conciliation de la pratique sportive et de la scolarité, le comité de pilotage va travailler à permettre aux jeunes sportifs d'obtenir des dérogations à la carte scolaire ainsi qu'à l'adaptation de leur scolarité "avec des aménagements des cours et des examens".

L'ONISEP prépare d'ailleurs "un guide dématérialisé recensant l'ensemble des filières scolaires, universitaires, professionnelles existantes adaptées à un cursus sportif de haut niveau" et qui concentrera "des données aujourd'hui. De plus, l'accès aux concours devrait être facilité pour les sportifs de haut niveau aux concours, notamment de l'Éducation nationale.

En ce qui concerne les élèves en situation de handicap, le dossier évoque le développement du parasport et des "partenariats entre les acteurs intervenant en temps scolaire, périscolaire et extra-scolaire". Retour sur deux « fondamentaux », "savoir rouler" avec le déploiement d'ici 2022 "d'un apprentissage massif du vélo pour les élèves de 6 à 11 ans dans le cadre scolaire ou périscolaire" et "l'aisance aquatique", un apprentissage "destiné aux enfants de 4 à 6 ans" et pour lequel sera expérimentée une formation des professeurs qui accompagneront leurs élèves à la piscine.



Ils indiquent par ailleurs que "2 842 écoles, établissements scolaires et universitaires sont déjà labellisés "Génération 2024".

L'objectif est d'atteindre 20 % d'écoles et établissements labellisés" d'ici aux jeux.

ÉCOLE INCLUSIVE

Par l'INSHEA - Institut National de Formation et de Recherche dédié aux besoins éducatifs particuliers.



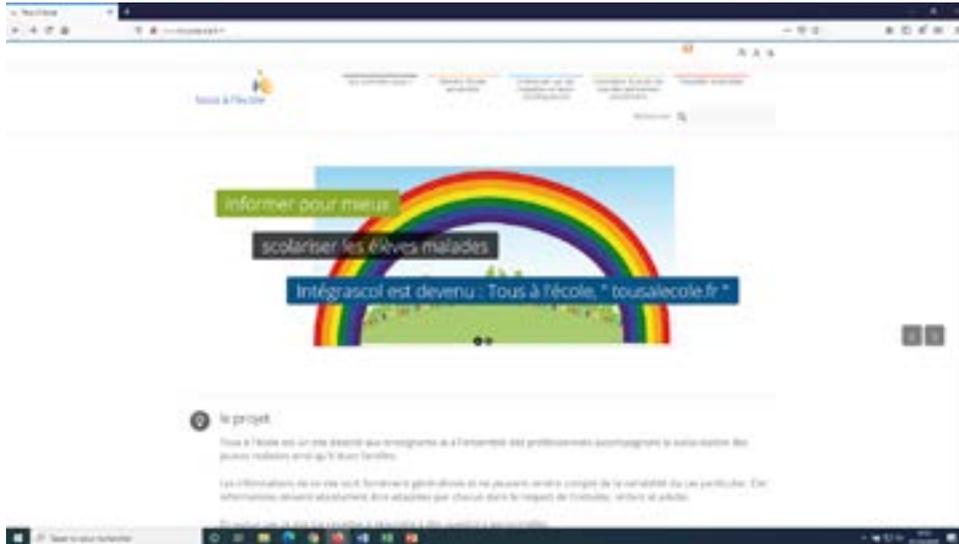
L'INSHEA (www.inshea.fr) développe en collaboration avec divers partenaires des sites à destination principalement des enseignant.es et des professionnel.les accompagnant la scolarisation des élèves en situation de handicap mais qui peuvent aussi être consultés par tous car d'accès ouvert.

Tous à l'école : www.tousalecole.fr

Portail composé de fiches traitant de la scolarisation des jeunes malades ou en situation de handicap. Il se compose des rubriques suivantes :

- Rendre l'école accessible,
- S'informer sur les maladies et leurs conséquences,
- Connaître le point de vue des personnes concernées.

L'équipe de rédaction du site est composée d'enseignant.es et de médecins.



Contact : Marie-Anne SANDRIN-BUI, Médecin-formatrice, INSHEA

Autisme en ligne : www.autisme-en-ligne.eu

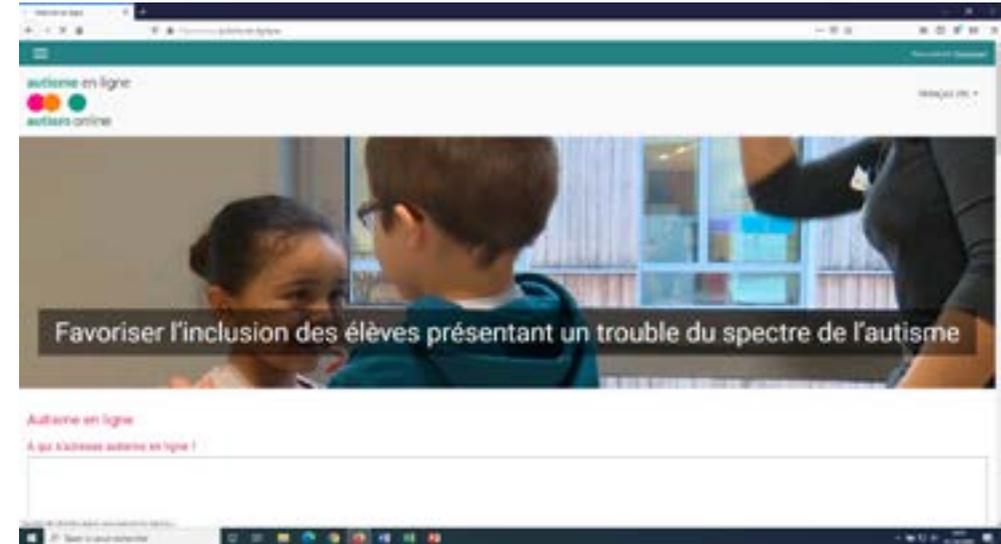
Plateforme de formation en ligne gratuite pour la scolarisation en classe ordinaire de l'école élémentaire d'élèves présentant un trouble du spectre de l'autisme. Créée en partenariat avec la Nouvelle École Farny (Genève, Suisse)

Autisme : Trouble du neurodéveloppement.
Il apparaît dès la petite enfance et évolue tout au long de la vie

TSA (troubles du spectre autistique) : Les caractéristiques de l'autisme sont très variées. C'est pourquoi on parle de TSA : chaque personne se situe à un degré du spectre.

Deux types de manifestations sont identifiées : des difficultés dans la communication et les interactions sociales ; des comportements répétitifs et des intérêts restreints.

Source : CRAif : Centre de Ressources Autisme Ile de France (extraits) - www.craif.org



Contact : Philippe Garnier, Maître de conférence en Sciences de l'Éducation, INSHEA



Malgré ces bienfaits, on constate dans une enquête santé réalisée en 2019 par **HEYME** que les lycéens ont tendance à négliger ce repas. Seul, 39% d'entre eux prennent un petit-déjeuner de façon systématique.

En effet, de multiples raisons peuvent expliquer que ce repas est trop souvent négligé :

- les réveils tardifs, ils poussent à sauter le petit-déjeuner ou à ne lui consacrer que peu de temps
- le manque d'appétit, malgré plusieurs heures de jeûne, beaucoup ne ressentent pas le besoin de manger avant d'aller en cours
- le manque de convivialité, contrairement aux autres repas, le petit-déjeuner est souvent un repas pris seul
- le manque de variétés, il peut paraître monotone alors qu'il est tout à fait possible de trouver des alternatives au petit-déjeuner « classique ».

Vous n'avez pas faim le matin ? Voici quelques astuces :

- Manger léger au dîner et ne pas manger trop tardivement ; cela permettra à l'organisme de puiser dans ses réserves et d'ouvrir l'appétit au réveil
- Préparer la table la veille au soir
- Se lever un peu plus tôt pour éviter la précipitation
- Boire un verre d'eau fraîche après s'être réveillé, cela permettra d'une part d'hydrater l'organisme, et d'autre part de réveiller le tube digestif et donc de favoriser son fonctionnement
- Se préparer avant de manger pour laisser le temps aux signaux de la faim d'apparaître

Pour bien démarrer la journée, rien de tel qu'un bon petit-déjeuner ! Ses bienfaits sont multiples.

Il permet de recharger les batteries après une nuit passée à jeun, d'apporter de l'énergie aux muscles et au cerveau pour la réalisation des activités mentales et physiques, et d'éviter les fringales dans la matinée.

Le petit-déjeuner doit, en partie pour ces raisons, couvrir à lui seul un quart des besoins énergétiques dont le corps a besoin dans la journée.

Un petit-déjeuner équilibré se compose idéalement de :





POUR OU CONTRE

LA DÉCROISSANCE

La décroissance est une théorie à la fois sociale, économique et politique. Elle prône une économie qui ne serait pas fondée sur la croissance et remet en question notamment la société de consommation. Mais en quoi consiste exactement ce courant ? Et ses principes sont-ils réellement applicables aujourd'hui ?

L'un des mots d'ordre des décroissants : recycler !



© infoblog/AdobeStock

Les décroissants critiquent la recherche incessante de croissance. Ils partent d'un principe simple : notre fonctionnement actuel basé sur la croissance incite à produire toujours plus. Cette production intensive pollue la planète et puise de façon importante dans les ressources naturelles (eau, charbon, pétrole...). Or, selon les décroissants, nous vivons dans un monde fini, c'est-à-dire aux ressources naturelles limitées, et nous allons à terme vers un épuisement de ces ressources, d'autant que la population ne cesse de croître. Cet épuisement des ressources causerait

ensuite une crise écologique, économique et politique.

Il existe, selon l'économiste Olivia Montel, trois visions quant à l'impact de la croissance sur l'environnement :

- la croissance comporterait en elle-même une solution aux problèmes environnementaux (dans cette vision, l'épuisement des ressources naturelles serait compensé par le progrès, les nouvelles technologies) ;

- la croissance peut être maintenue, mais tout en intégrant des règles de respect de l'environnement (c'est ce qu'on appelle le « développement durable ») ;

- l'arrêt de la recherche sans fin de croissance qui ne peut perdurer ainsi parce que les ressources du monde ne sont pas infinies.

Cette troisième vision est celle des décroissants. Ces derniers soulignent que le capital technique sert à compenser pour partie l'usage des ressources, mais que l'équilibre ne se fait pas dans la mesure où le capital technique permet aussi de produire toujours plus. Par exemple, le développement de transports plus performants a pour conséquence d'accroître le nombre de voyages longues distances, plus polluants.

Nombre de décroissants insistent sur le fait qu'il faut tendre vers la fin de la croissance dans les pays riches. Il n'est pas question en revanche de stopper le développement des pays les plus pauvres.

L'impact de la croissance sur les inégalités

On prête à la croissance un rôle dans l'apaisement des relations sociales. Plus on crée de richesses en théorie, plus les classes les plus défavorisées peuvent

espérer améliorer leurs conditions de vie. Toutefois, cette vision est apparue erronée. **On constate aujourd'hui qu'en dépit d'une croissance forte dans les pays riches, les conditions de vie ne sont pas autant améliorées que souhaité.** Les inégalités s'accroissent, les services publics se dégradent, le chômage de masse persiste... Pour que cette théorie fonctionne, il faudrait notamment qu'une réelle égalité des chances existe, que le nombre des inégalités soit faible, que le travail et les revenus soient bien partagés.

De plus, la croissance n'est pas naturelle, les politiques sont destinées à sans cesse la relancer, quitte à creuser la dette des pays. En outre, la croissance permet de produire des richesses, mais celles-ci ne sont pas forcément réparties équitablement au sein de la société. **Olivia Montel explique d'ailleurs que de nombreux économistes n'adhèrent pas totalement à la vision des décroissants, mais qu'ils constatent les méfaits de la croissance** et considèrent qu'un bon PIB* ne signifie pas nécessairement que la population vive bien. Ils souhaitent ainsi l'établissement d'indicateurs alternatifs de richesse, axés sur le bien-être ou la préservation de la planète (comme l'indice de développement humain (IDH) ou l'empreinte écologique) et non uniquement sur l'aspect financier.

Une société sans croissance est-elle possible ?

La croissance ne garantit pas la disparition ou du moins la baisse des inégalités, d'accord, mais sans croissance, que se passerait-il ? **Stopper brutalement la croissance engendrerait immédiatement une hausse du chômage et aurait des effets négatifs sur le financement des dépenses publiques** dont les premières victimes seraient les personnes les plus pauvres. **Toutefois, la majorité des décroissants ne prônent pas un arrêt brutal.** ils ont bien conscience de tout ce que cela engendrerait, ils souhaitent un changement progressif mais en profondeur de la société et de son mode de fonctionnement.

Dans une société avec une croissance moindre, la transition écologique et sociale permettrait par exemple de créer de nombreux emplois destinés à satisfaire les

L'origine du concept de décroissance

Le concept de décroissance est né dans les années 1970-1980, avec la publication d'un recueil d'articles de Nicholas Georgescu-Roegen *Demain la décroissance*, en 1979, et du rapport Meadows *Les limites de la croissance*, en 1972. Selon ce rapport, le système risque de s'effondrer avec la hausse constante de la population. Le rapport préconise pour empêcher cela de limiter la hausse de population, de faire baisser la production et de tendre vers une croissance zéro.

besoins écologiques et sociaux et permettrait une diminution du taux de chômage.

Des pistes pour créer une société sans croissance

Certains décroissants estiment que la croissance entretient la pauvreté en ce qu'elle crée en permanence de nouveaux « besoins ». Et cette tentative de satisfaire ces besoins sans fin aurait pour conséquence de chercher à s'enrichir pour les combler et de devenir esclave du travail, creuserait le fossé des inégalités et accroîtrait le stress, les tensions sociales... Une meilleure répartition des richesses passerait par exemple, selon certains décroissants, par la création d'un plancher de revenus minimum et d'un plafond de revenus maximum, la gratuité des transports en commun, de l'eau, de l'énergie qui sert aux besoins de base, de la restauration scolaire, des services culturels... Pour cela, un écueil toutefois puisqu'il faudrait que certains acceptent de gagner moins.

limiter la croissance pourrait impliquer aussi de ne plus dépendre du système du crédit qui a pour conséquence de devoir produire plus pour pouvoir rembourser les dettes contractées l'année précédente. Il faudrait ainsi selon les décroissants revoir non seulement le fonctionnement de l'économie actuellement basé sur la croissance, mais aussi nos modes de vie et nos systèmes de production.

La critique globale de notre mode de consommation

Les décroissants proposent de revoir de fond en comble l'organisation de nos sociétés et surtout notre mode de consommation en réduisant la production de biens et de services dans le but notamment de préserver la planète.

L'idée des décroissants est ainsi de **consommer moins, mais mieux**, sans renoncer pour autant à notre qualité de vie : relocaliser les activités économiques, manger mieux et local par exemple en limitant ainsi la pollution due au transport de nourriture, réparer plutôt que racheter, acheter de l'occasion plutôt que du neuf,

« Le développement durable, c'est comment polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps ; la décroissance, c'est un appel à décoloniser nos imaginaires, à penser des solutions aux problèmes en dehors de l'économisme, de cette idée que plus serait nécessairement égal à mieux. »

Le politologue Paul Ariès, pour *Le Monde*, 13/12/2018



POUR OU CONTRE



jugent d'ailleurs que le terme même de décroissance reflète mal les idées de la majorité des décroissants. L'idée de décroître tend à faire penser à une régression, à un retour en arrière, alors que l'idée centrale serait plutôt de repenser le modèle de société.

Si elle n'est pas forcément réalisable dans notre économie mondialisée, la théorie de la décroissance peut toutefois servir à poser de bonnes questions sur l'avenir du monde à moyen et long terme. Et si beaucoup voient dans ce courant une utopie, de nombreux économistes commencent à estimer qu'une logique de croissance incessante serait encore plus irréaliste sur le long terme. **C. B.**

« La décroissance ne propose pas de vivre moins, mais mieux avec moins de biens et plus de liens. »

Charte de la décroissance

réduire les emballages ou encore limiter les trajets en voiture ou en avion. Bien sûr, les décroissants savent que tout le monde ne diminuera pas sa consommation volontairement et en même temps. Ainsi la décroissance pourrait venir d'initiatives locales, mais il faudrait aussi un élan international pour que tout cela fonctionne, avec des règles communes à tous les pays du monde. Certains courants les plus radicaux de la décroissance vont même plus loin et rejettent le progrès, la technologie. Cette vision extrême peut conduire à refuser d'acheter tout bien de consommation moderne, comme les Smartphones ou les ordinateurs, mais cette tendance de la décroissance ne concerne que certains de ses tenants, minoritaires. Beaucoup

« La décroissance, une solution à la crise ? », Dessine-moi l'éco, par le professeur agrégé en économie Frédéric Mayer, en partenariat avec LeMonde.fr
<http://dessinemoileco.com/dcroissance-solution-crise/>



Dico

***Produit intérieur brut (PIB)**

Le PIB regroupe l'ensemble des valeurs ajoutées (biens et services) réalisées chaque année dans un pays par les entreprises de ce dernier et par les entreprises étrangères implantées sur son territoire.

Carole Billout - Kezako Mundi

LA DÉCROISSANCE, nécessité pour notre planète ou utopie ?

J'ai lu un bouquin sur la décroissance. Ils abusent un peu, on dirait qu'ils veulent revenir au Moyen Âge !

Certains décroissants sont assez radicaux et rejettent le progrès, c'est vrai, mais ils ne sont pas majoritaires. Être décroissant ne signifie pas nécessairement vivre moins bien et comme un moine !

Avoue quand même que les minimalistes, qui se limitent au nécessaire, ont l'air un peu tristes et frustrés. Ils ne doivent pas rigoler tous les jours.

C'est un choix de vie, difficile à l'heure actuelle c'est vrai, mais chacun peut l'adopter à sa manière. On ne demande pas aux gens de renoncer à tout du jour au lendemain. Il est surtout question de s'interroger sur notre façon de consommer et sur les ressources de la planète.

Je ne pense pas que cette théorie aboutira. La société ne peut pas fonctionner sans croissance. Elle est nécessaire à la création de richesse. Sans elle, il y aurait encore plus de différences entre les pauvres et les riches.

C'est pas tout à fait vrai. Regarde dans nos pays riches, il y a de la croissance, les pays y veillent qu'il ne s'endette jusqu'au cou, et pourtant il y a de plus en plus de personnes qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, les inégalités sont nombreuses, le taux de chômage est élevé...

Admettons, mais sans croissance ce serait pire à mon avis. Tout s'effondrerait, des millions de personnes se retrouveraient au chômage...

C'est pour ça que les décroissants estiment que le passage vers une société post-croissance doit se faire progressivement et commencer par les pays les plus riches. Les initiatives locales, individuelles seraient les premières et, qui sait, après, ça pourrait faire boule de neige et certaines initiatives pourraient être reprises par des gouvernements ?

Là ma vieille tu rêves ! Il faudrait pour ça un vrai élan venu des personnes elles-mêmes mais aussi des décideurs au niveau international.

Que la décroissance fonctionne ou pas, l'essentiel est de se demander dès maintenant ce qu'on peut faire pour réduire les inégalités, tendre vers des sociétés plus justes et plus respectueuses de l'environnement, non ?



Présentation du livre : « APRÈS LE PÉTROLE »

Plusieurs constats s'imposent à nous aujourd'hui :

- Les ressources en pétrole s'amenuisent et seront tarées d'ici quelques années ou décennies selon les spécialistes ;
- nous sommes largement dépendants actuellement de ces énergies fossiles ;
- cet usage effréné menace de nombreuses espèces, y compris la nôtre.

Ce n'est pas être alarmiste de dire qu'à terme (et sans doute à court terme) il faudra se passer du pétrole, c'est réaliste.

Mais comment faire ?

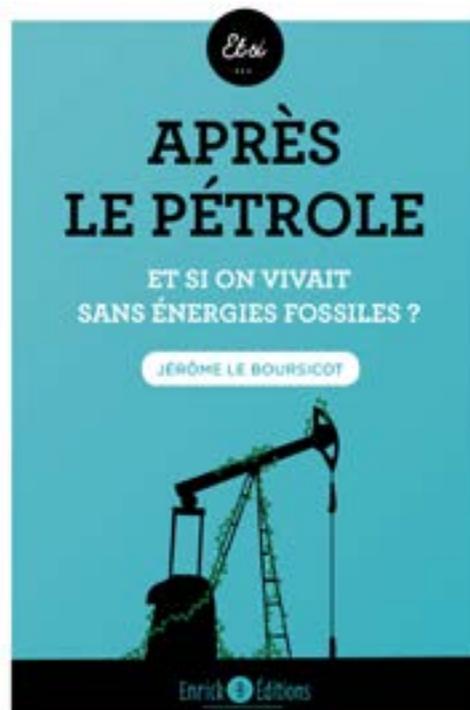
Comment s'en passer ?

Quelles alternatives vertes s'offrent à nous ?

Ce sont ces questions essentielles, mais épineuses, auxquelles s'attaque l'auteur de ce livre sous la forme d'une enquête fouillée suivie d'une fiction mettant en scène deux migrants climatiques : d'un côté une femme vivant en France et qui voit le pays s'effondrer ; et de l'autre son frère qui évolue dans une société qui se réinvente à vitesse grand V pour se passer des énergies fossiles et... survivre.

L'auteur, Jérôme Le Boursicot, est journaliste indépendant. Il enquête et écrit sur de nombreux sujets de société, avec une prédilection pour les enjeux écologiques. Avec ce livre, il fait appel à notre imaginaire et invite le lecteur à inventer avec lui un autre monde.

Après le pétrole – Et si on vivait sans énergies fossiles ?, Jérôme Le Boursicot, 19,90 €, 350 pages
<https://www.enrickb-editions.com/apres-le-petrole>



Qu'est-ce qui pousse des individus, souvent jeunes et socialement bien intégrés, à basculer dans la haine des autres et la violence ? À se « radicaliser » au motif qu'une certaine lecture d'un texte religieux ou politique leur aurait donné une vérité qu'ils seraient les seuls à détenir, et que celle-ci leur donnerait le droit de décider qui a le droit de vivre ou non sur la planète ?



Soyons francs : ces questions n'ont pas de réponse simple et peuvent être débattues pendant des heures. Il faut d'abord préciser que les termes « radicalisation » et « se radicaliser » ne sont pas valables que pour les religions.

On parle aussi de groupe radical en matière de politique, notamment pour parler des militants des extrêmes qui se « radicalisent » : ils figent leur lecture d'une source (traité politique, doctrine de résistance à l'ordre établi...) pour n'en retenir que l'objectif final (destruction de l'ordre social dominant, effondrement de tel ou tel système politique, installation d'un nouveau mode de gouvernement...) qu'il faut atteindre quel qu'en soit le prix, y compris en recourant à la violence aveugle. Ils considèrent qu'il n'y a pas d'innocent et que toutes les formes de « lutte » sont légitimes.

QUELS FACTEURS POUSSENT À BASCULER ?

Il en va de même en matière religieuse, lorsque des croyants ou des convertis basculent dans la violence en estimant que la prétendue parole d'un dieu, quel qu'il soit, leur ordonne ou les autorise à commettre en son nom toute action visant à éliminer, soumettre ou convertir les « incroyants » pour établir sur Terre une forme de théocratie (littéralement gouvernement de Dieu ; plus concrètement, gouvernement par les religieux).

Quels sont les facteurs qui peuvent pousser une personne à basculer ? On l'a dit, il n'y a pas de réponse simple. Le sentiment de ne pas être comme les autres,

de désirer un absolu absent de la société matérialiste jugée « décadente », le fait d'avoir des difficultés dans les rapports sociaux, le sentiment d'être victime d'injustices, de vivre un conflit d'identité si l'on partage une double culture... peuvent par exemple inciter à rechercher dans des textes « forts » (religieux ou politiques), sur des sites « alternatifs » ou auprès de personnes charismatiques un certain réconfort, voire une lecture globale du monde qui répondrait à toutes nos questions existentielles.

Lorsque ce phénomène se produit, on peut avoir l'impression, très trompeuse, d'avoir trouvé « LA » vérité. À la mesure de ce soulagement qui répond à une souffrance ou à un vide, il est facile de croire qu'on peut désormais arrêter de réfléchir et qu'il n'y a plus qu'à se laisser guider à l'écoute de la parole de quelques-uns, qui ont désormais une emprise forte sur nous. On est alors rentré dans un processus d'endoctrinement (lire l'encadré) qui peut amener à commettre les pires actes au nom d'une vérité pourtant difficilement vérifiable.

LE KAMIKAZE A ABDIQUÉ TOUT ESPRIT CRITIQUE

Ce phénomène est tellement puissant qu'il peut conduire à l'autodestruction, comme on le voit avec les attentats suicide : persuadé que ce qu'on lui a dit sur le paradis est vrai, le kamikaze a abdiqué tout esprit critique et croit littéralement qu'il va jouir de récompenses fabuleuses.

Ce phénomène est tellement puissant qu'il peut conduire à l'autodestruction, comme on le voit avec les attentats suicide : persuadé que ce qu'on lui a dit sur le paradis est vrai, le kamikaze a abdiqué tout esprit critique et croit littéralement qu'il va jouir de récompenses fabuleuses.

Dans la vie de tous les jours, on peut observer les signes du basculement progressif vers le radicalisme.

En voici quelques-uns :

- les propos et les idées deviennent de plus en plus intransigeants : les autres ont forcément tort, on discute de moins en moins avec eux, persuadé que de toute façon on a raison et qu'ils sont dans l'erreur. On peut aller jusqu'à justifier des actes violents au nom d'une idée ou d'une religion.

- marginalisation sociale on fréquente moins les amis « d'avant », on se met en marge de la société et de ses comportements majoritaires ; cela peut passer par un changement vestimentaire. Ou le fait d'arrêter d'écouter un certain style de musique, de pratiquer certaines activités (sportives, culturelles...) ou de manger certains aliments.

- déscolarisation, contestation des enseignements qui ne seraient pas compatibles avec ses croyances,

- globalement, refus de l'autorité, agressivité, repli sur soi et/ou autour d'une petite communauté, navigation sur des sites prônant la violence, intérêt pour les réseaux sociaux radicaux, discours sur la « fin du monde »...

Il faut avoir conscience que le processus de radicalisation se fait par étape, et que chacune prise isolément n'est pas forcément anormale dans le processus de construction de l'individu. C'est leur accumulation qui doit alerter.

Ces modifications de comportement peuvent être ostensibles ou pas.

Attention : il peut y avoir, chez certains ados, des motivations qui tiennent plus de la provocation que d'une véritable radicalisation.

www.stop-djihadisme.gouv.fr

Numéro Vert du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation 0 800 00 56 96 (gratuit depuis un poste fixe)

L'ENGAGEMENT CITOYEN À PORTÉE DE TOUS

Que faire si l'on est soi-même témoin de ce que l'on pense être une radicalisation ? Éventuellement en parler avec ses amis pour voir s'ils partagent votre inquiétude. Mais l'une des premières choses à faire est d'en parler avec un adulte : un professeur en qui on a confiance, le CPE, ou même le proviseur qui, sur un sujet aussi grave, saura se rendre disponible pour vous écouter.

Autre possibilité, appeler le numéro vert du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation au 0 800 00 56 96.

Enfin, sachez que le mal peut avoir son remède. Lorsqu'on est en quête de sens, l'engagement peut être une puissante alternative à une « aventure » hasardeuse dans la colère aveugle et la violence. Prendre des responsabilités pour agir, défendre pacifiquement les autres, les aider, conduire des projets, être délégué, élu au CVL, s'engager dans une association laïque qui aide les plus démunis, devenir Jeune officiel à l'UNSS, se lancer dans le service civique, devenir sapeur-pompier volontaire, fonder et présider une association... Bref, remplir sa vie de projets pour soi et pour les autres, n'est-ce pas mieux que de convertir son mal-être en haine ?

ATTENTION AU « CONSPIRATIONNISME »

Dès que des événements graves se produisent, on voit circuler sur le web des « informations » et des théories du complot ou de la conspiration qui tentent de remettre en question les versions « officielles » (déclarations des autorités, articles des grands médias), souvent en nous expliquant que des intérêts occultes et malveillants ont intérêt à ce que l'on ne sache pas la vérité. Il faut être très prudent à leur égard, car ces théories utilisent des techniques dialectiques qui n'ont rien à envier à celles des recruteurs djihadistes. Elles enferment notre raisonnement à coup d'affirmations et demi-preuves douteuses dans le but de nous faire adhérer à une vérité cachée à laquelle nous serions initiés parce que nous n'acceptons pas de suivre le troupeau. Pourtant, cela ne veut pas dire qu'il faut se méfier de tous les « lanceurs d'alerte » (journalistes, citoyens, intellectuels...) qui regardent les angles morts des événements et partagent les fruits de leurs investigations. Il faut savoir trier le bon grain de l'ivraie en musclant notre esprit critique. Comment faire ? En s'informant, en croisant les informations entre les sources, mais aussi en échangeant avec les autres en étant à l'écoute de leurs arguments.



QU'EST-CE QUE L'ENDOCTRINEMENT ?

C'est le fait d'installer dans l'esprit d'autrui une vision du monde simpliste qui décrète ce qui est bien et ce qui est mal. Telle une révélation, elle remplace tout ce qu'on a pu croire et nous place « à part » dans l'ordre du monde : celui qui est endoctriné croit qu'il détient la vérité absolue et que les autres sont dans l'erreur. On appelle aussi ça du lavage de cerveau. Lorsque un meneur a une emprise forte sur les autres et qu'il leur répète inlassablement de prétendues « vérités » indiscutables, ses victimes finissent par le croire sans rien remettre en question. Ces individus manipulateurs maîtrisent la rhétorique, un art de bien parler qui fait croire à leurs sujets qu'il a toujours raison et qu'on peut le suivre aveuglément. Dans une secte, on appelle ça un « gourou ».



MISSION CORYMBE

Patrouille commune entre un Falcon 50 et le PHM Cdt Ducuing

Le 16 septembre, le Falcon 50 de Dakar a effectué une patrouille Sagne (mission de surveillance des pêches et de la pollution) au profit du Sénégal, en coopération avec le patrouilleur de haute-mer (PHM) Commandant Ducuing. Pas moins d'une vingtaine de contrôles ont pu être effectués en l'espace de deux heures, démontrant ainsi la complémentarité d'emploi des moyens air-mer dans le cadre de la lutte contre l'insécurité maritime.

Du 7 au 13 septembre, l'opération Mokarran 2020 de police des pêches a été menée dans la zone économique exclusive française par les Forces armées en Guyane. Cette opération a permis d'appréhender et saisir deux tapouilles en action de pêche illégale non déclarée et non réglementée. L'opération a mobilisé les moyens navals et aériens des Forces armées en Guyane tels que le patrouilleur Antilles-Guyane La Confiance, la vedette côtière de surveillance maritime Organabo et un hélicoptère Fennec de l'Escadron de transport 00.068.

Par une action coordonnée, les équipes embarquées sur La Confiance sont intervenues et ont appréhendé le navire de pêche en situation de pêche illégale.



OCÉAN INDIEN

Le Floréal en double mission de surveillance

Le 6 septembre, la frégate de surveillance Floréal a mené une double mission de surveillance et de lutte contre les trafics illicites dans la zone sud de l'océan Indien

DÉCOUVRIR LA MARINE NATIONALE AUTREMENT EN FAISANT UNE PRÉPARATION MILITAIRE MARINE

La préparation militaire est un stage militaire et maritime qui permet de découvrir la Marine nationale au plus proche de son domicile, partout en France. Que ce soit pour préparer un engagement, s'engager comme réserviste ou découvrir le milieu maritime, chaque stagiaire a l'opportunité de vivre une expérience unique et enrichissante.

Encadrées par des réservistes issus du monde civil ou militaire, les préparations militaires Marines (PMM) réparties sur le territoire national contribuent au renforcement du lien armée-nation et à la sensibilisation des jeunes à la citoyenneté et aux enjeux de la Défense. Chaque année, grâce aux PMM, près de 2500 jeunes âgés de 16 à 21 ans découvrent le métier de marin et consolident parfois leur souhait de s'engager. Un investissement sur l'avenir, pour les jeunes comme pour la Marine.

Les PMM s'inscrivent dans le cadre des préparations militaires initiales et de perfectionnement à la Défense nationale (PMIPDN) qui regroupent également les préparations militaires supérieures (PMS).

Que ce soit pour préparer un engagement, s'engager comme réserviste ou découvrir le milieu maritime, chaque stagiaire a l'opportunité de vivre une expérience unique et enrichissante. Les préparations militaires permettent aussi de découvrir l'esprit d'équipage et d'acquérir le goût de l'effort.

Accessible à tous les niveaux scolaires, la

Préparation Militaire Marine se déroule en deux

temps : un programme d'activités étalées sur environ 12 samedis durant l'année scolaire, complété par une période de cinq jours au sein d'une base navale à la découverte des unités de la Marine. Au programme : manœuvres, navigation, maniement des armes, formation aux premiers secours, sorties à la mer, visites de bâtiments de guerre.

Vous avez ou vous connaissez un jeune (entre 16 et 21 ans) qui souhaite découvrir la marine, c'est encore le moment des inscriptions dans les centres de PMM près de chez lui. Il existe plus de 80 centres en métropole et en outre-mer, alors rejoignez le centre de PMM le plus proche de chez vous. Pour cela contactez votre CIRFA en vous connectant sur www.etreamarin.fr.

Sources : Marine nationale

LES STAGIAIRES DE LA PMM
RICHELIEU REÇOIVENT LEUR BREVET



Crédits : SIRPA Marine





#ETREMARIN



VOTRE AVENIR COMPTE

ENSEMBLE NOUS SOMMES MARINS

VENEZ RENCONTRER UN CONSEILLER EN RECRUTEMENT

REJOIGNEZ L'ÉQUIPAGE

ETREMARIN.FR